

Sauvons l'université : stoppons la recherche... de subventions

C'est souvent au moment où certaines choses disparaissent que l'on commence à en parler. Il peut même arriver, comme c'est le cas aujourd'hui à propos de l'« autonomie » et de la « responsabilité » des universités, que le fait d'en parler nous permette de mieux en supporter la disparition – à croire que l'insistance avec laquelle nous nous référons à certains mots, nous console de la disparition de ce qu'ils désignent. Car c'est bien de cela dont il s'agit ici : la « loi sur la responsabilité et l'autonomie des universités » signe en réalité leur propre arrêt de mort, au profit de ce qui est à l'opposé une pure « adaptation » et une simple « obéissance » aux « lois du marché ». Comme si on pouvait tout naturellement juger du progrès de quelque chose à partir du seul critère de sa rentabilité économique, ou encore, en l'occurrence, mesurer le progrès du savoir scientifique en fonction du seul développement de l'« économie du savoir »? Comme si, autrement dit, après avoir subordonné l'exigence « politique » du bien commun à la satisfaction « économique » de l'intérêt individuel, on pouvait tout aussi bien, désormais, mesurer la connaissance « rationnelle » en terme de coûts et de bénéfices. Comme si, ainsi, l'« économie du savoir » pouvait être autre chose qu'un certain élargissement et un certain renforcement de l'« économie politique », et, enfin et surtout, l'autonomie des université dont il est ici question, autre chose que celle de l'économie elle-même : autre chose que la définition même du capitalisme.

Bien sûr nous pouvons nous tromper – auquel cas le renforcement de la performance et de la compétitivité marchande de notre chère nation n'auraient rien à voir avec son actuelle dissolution dans « les eaux glacées du calcul égoïste » globalisé. Mais imaginons un instant que nous ne nous trompons pas totalement, alors la question se pose de savoir dans quelle mesure ce développement de l'« économie du savoir » accompagné par la disparition de « l'autonomie et de la responsabilité des universités », n'est-il pas également le résultat des universitaires eux-mêmes, et non pas seulement le fruit de ceux et celles qui, là-haut, s'amuse sur notre dos?

Imaginons, en effet, que les nouveaux « enseignants-chercheurs » – depuis qu'ils ont pris la place des vieux « savants » ringards qui ont trop longtemps cru pouvoir se limiter à former des étudiants à la science à laquelle ils avaient eux-mêmes été formés – soient en fait les premiers responsables de la réduction du savoir à la seule logique de l'« innovation technologique » et de la « rentabilité économique ». Ou bien imaginons, plus simplement, que sans le développement de la « recherche » telle que nous la connaissons aujourd'hui, jamais la « LRU » n'aurait pu voir le jour – ce qui, ceci dit, nous aurait privé d'une bonne occasion de faire la grève.

- Mais de quelle « recherche » parlez-vous? Nous demandera-t-on immédiatement.
- Et bien de cette « recherche » dont parlent justement tout les « chercheurs » lorsqu'ils parlent de leurs « activités de recherche » : à savoir cette « recherche subventionnée » qui se développent dans des « groupes de recherche » et dont se nourrit toute véritable « carrière de chercheur ».
- D'accord, mais de quelles subventions parlez-vous? Ajoutera-t-on alors. Car il y a tout de même une sacrée différence entre les subventions privées et les subventions publiques.
- Cette différence existe sûrement... mais pour encore combien de temps? Très peu, nous semble-t-il, et d'autant moins que nous continuerons à fermer les yeux sur la « tendance actuelle » qui pousse précisément le secteur public à se confondre avec le secteur privé au sein d'une seule et même logique « technocratique »? Une logique – qu'on pourrait également qualifier de « globalitaire » afin de signifier son caractère tout aussi « globalisé » que « totalitaire » – remplaçant la *vieille exploitation salariale des travailleurs* par la *nouvelle opérationnalisation subventionnaire des chercheurs*, ainsi que l'augmentation drastique du « chômage » qui l'accompagne, par le manque d'une « formation continue » chez tout ceux et celles qui ne sont pas encore devenus des « auto-entrepreneurs », les managers de leur propre vie.

Telle est donc l'essentiel de notre propos : *la manière la plus efficace de lutter contre la « LRU », sans même attendre que le gouvernement daigne l'abroger, serait de mettre un terme à toutes ces activités « gestionnaires » liées à la « recherche subventionnée ».*

Une mise à terme qui, de notre point de vue, serait alors forcément, du même coup, à la fois celle de l'« autonomie » croissante dont dispose *la reproduction technoscientifique du capitalisme globalitaire*, et celle de la destruction exponentielle de la vie (humaine et naturelle) sur terre dont le capitalisme en question est précisément « responsable ». Car n'ayons pas peur d'insister : nombreux sont, aux côtés de ceux et celles qui les subventionnent, les enseignants-« chercheurs » qui sont actuellement « responsables » de la destruction des cultures humaines (et de leur histoire) et, par ce biais, de ce que ces dernières nous avaient précisément appris à respecter en tant que nous lui appartenons (à savoir la nature). Et cela pour deux raisons principales : d'une part parce que leur « recherche » n'est la plupart du temps qu'une sorte d'obéissance aveugle aux ordres pragmatiques de la « rentabilité économique » et de l'« innovation technologique » qui partout exploitent les forces humaines et les ressources naturelles. Et, d'autre part, dans la mesure où, à force de « chercher » de cette manière (c'est-à-dire à force de remplir des dossiers de subventions et d'assumer les charges technocratiques que

cela entraîne dans la plupart des cas), ils finissent par ne plus avoir, ni le temps, ni l'envie d'enseigner, en sacrifiant ainsi la nécessité de « penser ce que nous faisons » (comme dirait Arendt) qu'exige inévitablement la transmission de tout savoir faire quel qu'il soit. Une nécessité de « penser ce que nous faisons », ou encore un effort de réflexivité à l'égard de notre agir, qui pourrait justement contribuer à remettre en cause, au nom de cette « responsabilité » qu'aucune loi ne pourra jamais garantir, cette « autonomie » croissante que nous accordons aveuglément aux critères de la rentabilité économique et de l'innovation technologique qui partout détruisent, répétons-le, sous la forme désormais globalitaire du capitalisme technoscientifique, la vie sur terre.

Ainsi, à l'encontre de cette destruction généralisée de la vie sur terre, le combat est à la fois politique et écologique. Et c'est en ce sens que la réduction de sa radicalité à une non remise des notes d'examen et à une grève de l'enseignement, apparaît non seulement insuffisante, mais également déplacée. Puisqu'au fond il est clair, s'il est même besoin de le préciser, que ce n'est pas la fonction de l'« enseignement » qu'il s'agit d'interrompre momentanément, mais la « recherche – de subventions – » qu'il s'agit de remettre en cause définitivement. Et ceci pour redonner à l'enseignement sa place centrale à l'université : celle-là même qui, depuis le départ, a justement pu justifier une certaine « autonomie » de l'université lui permettant de mettre en commun, de manière « responsable », les différents développements de la connaissance rationnelle qui puisent dans leur propre visée « universelle » les conditions mêmes de tout véritable « esprit critique » – bien loin du relativisme et du cynisme « professionnels » que suppose la « recherche technoscientifique » actuelle, immédiatement soumise aux exigences concurrentielles de performance et de compétitivité marchandes. Une visée « *univer*-selle » – dont serait porteur cet « esprit critique » que nous nous attachons ici à préserver dans la mesure du possible – qui, à partir du moment où elle peut être étymologiquement rapprochée de l'« *univer*-sité », devrait nous amener à comprendre – à la suite de Michel Freitag – que *Le naufrage de l'université* n'est donc pas seulement fonction de ceux qui, de l'extérieur, n'ont cessé jusqu'à présent de vouloir la faire disparaître, mais également et surtout fonction de ceux qui, de l'intérieur, la vendent au plus offrant. C'est-à-dire également et surtout fonction de tout ceux et celles qui sont effectivement incapables de soutenir – de manière responsable – le poids d'une telle visée « universelle » qu'il est évidemment plus facile d'infliger de tous les tords lorsqu'en retour cela permet de faire carrière sans exclure la possibilité de faire grève, une fois de temps en temps, afin de se persuader que ce n'est pas soi-même que l'on est en réalité en train d'offrir au plus offrant...